

I'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
18 mars 1976

No 451

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Dévaluation du franc, chute de la lire italienne et de la livre sterling

LE CAPITALISME DANS LA TEMPÊTE

La journée de mardi a été marquée par de nouvelles baisses de différentes monnaies européennes en particulier de la livre sterling et de la lire italienne.

La Banque d'Angleterre a encore dû dépenser une centaine de millions de dollars pour soutenir la livre sterling qui a néanmoins enregistré de nouveaux records de

baisses. Depuis le début de la crise, les interventions de la Banque d'Angleterre totalisent environ un milliard de dollars, soit la quasi totalité de l'emprunt effectué en janvier par la Grande-Bretagne auprès du Fonds monétaire international. La baisse de la lire italienne s'est également poursuivie mardi avec une nouvelle perte record qui porte le coût du dollar à 841,95 liras, contre 825 liras lundi. Depuis le 20 janvier la baisse de la lire a atteint 20 pour cent.

Mardi également, 1,75 milliard de francs français a été dépensé pour soutenir le franc belge. Au cours de la semaine dernière, la Belgique a perdu 3,35 milliards de francs français pour sou-

tenir sa monnaie.

La décision du gouvernement français de faire flotter le franc équivaut à une dévaluation déguisée. Dans la journée de lundi la baisse du franc avait été comprise entre 4,5 et 5 %. Mardi elle est revenue à 3 % par rapport au Deutschmark et 2,6 % par rapport au dollar. En janvier et février les pertes des réserves monétaires françaises ont été de 6 milliards de francs. Dans la première quinzaine de mars elles ont été de huit milliards de francs.

On s'attend à ce que la dévaluation du franc soit dans les jours qui viennent de 5 à 7 %.

(Suite page 3)

Giscard complice
des héritiers de Franco

LE FRAP INTERDIT EN FRANCE

Le journal officiel du 16 mars a publié un arrêté « constatant la nullité de l'association étrangère dite Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP). Les dirigeants de l'association dissoute doivent procéder à la liquidation des biens dans le délai d'un mois ». Cela signifie tout simplement que le gouvernement vient de décider d'interdire les activités du FRAP en France.

C'est là la conséquence des accords entre les gouvernements français et espagnol pour réprimer la lutte des antifascistes d'Espagne.

On se souvient qu'il y a quelque temps Poniatowski avait rencontré le ministre de l'Intérieur espagnol. On peut être sûr que l'interdiction du FRAP était à l'ordre du jour. Le gouvernement français montre ain-

si au grand jour sa complicité active avec les héritiers de Franco. Cette décision traduit la peur des bourgeoisies française et espagnole devant le développement des luttes révolutionnaires en Espagne.

La décision du gouvernement français satisfait les fascistes et tous les réactionnaires. Elle satisfait en particulier les dirigeants révisionnistes espagnols et français.

Quant aux antifascistes, elle ne pourra que provoquer leur colère et leur indignation.

Quarante ans de fascisme n'ont pas pu empêcher la lutte du peuple espagnol de se poursuivre ni la solidarité entre les peuples de France et d'Espagne de se renforcer. La mesure scélérate du gouvernement français ne pourra pas empêcher les immigrés espagnols en France de participer à la lutte de leur peuple ni la solidarité de continuer à s'affirmer.

(Suite page 3)

Grèves, occupations, séquestrations, affrontements
avec la police

Intensification des luttes étudiantes

Au cours d'une déclaration qu'elle a faite mardi, Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux Universités, a estimé que le vaste mouvement de colère étudiante qui se développe — et qu'elle qualifie, bien entendu, de

simple « agitation universitaire » — « ne concerne qu'un très petit nombre d'étudiants » dont les vacances de Pâques marqueraient la fin.

Le moins que l'on puisse dire c'est que le mouvement

étudiant lui-même, auquel se joint d'une manière de plus en plus importante le mouvement lycéen, dément complètement cette affirmation.

SNCF

Depuis trois mois, les syndicats de cheminots discutent, palabrent avec la direction SNCF du contrat salarial 1976. Pendant ce temps, c'est la trêve pour l'action, à la grande joie du pouvoir et de la direction. Pendant ce temps l'inflation continue son essor. Pendant ce temps les autres travailleurs, les chômeurs, les paysans, les viticulteurs continuent leur combat contre

Grèves ou grévettes ? Union ou division ?

le pouvoir bourgeois en ordre dispersé. Le mécontentement se transforme en écœurement avant de se transformer à nouveau en colère. En colère contre le pouvoir, mais aussi contre les diviseurs professionnels, les dirigeants des divers syndicats ouvriers et paysans.

Les cheminots attendent et les négociations éternelles sont le prétexte à l'attente, à l'inaction. C'est la détente

si chère aux révisionnistes et si nécessaire au patronat. Le mécontentement s'accroît à la base, mais les contradictions de chapelle intersyndicales s'affrontent devant la direction SNCF qui a beau jeu de les alimenter en jouant sur les rivalités et l'esprit catégoriel. La direction SNCF poursuit également le jeu de casser les organisations syndicales, en favorisant les organisations minoritaires et

autonomes, véritables syndicats patrons.

Par exemple, alors que les cheminots luttent depuis la Libération pour la suppression des zones de salaires, la direction SNCF vient de proposer une nouvelle super-zone pour Paris. Et bien entendu aucun syndicat ne se révolte devant cette proposition de peur de perdre son électoral parisien !

(Suite page 4)

105e anniversaire de la proclamation
de la Commune de Paris

DEFILE POPULAIRE ET UNITAIRE

Dimanche à 10 heures
de la République au mur des Fédérés

«... L'esprit révolutionnaire de la Commune de Paris est plus nécessaire que jamais. Jusqu'ici le mouvement ouvrier de notre pays célébrait la Commune de Paris pour l'anniversaire de sa défaite. Aujourd'hui il est temps de célébrer l'insurrection parisienne victorieuse du 18 mars 1871 et ne pas en faire une "commémoration historique", mais une manifestation qui lie étroitement les problèmes actuels des larges masses populaires à l'expérience révolutionnaire de notre peuple... »

Par ces phrases, l'éditorial de l'Humanité rouge en date du 2 février 1975 justifiait l'initiative du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France de convoquer, le 16 mars de l'année dernière, une manifestation et un meeting internationalistes et prolétaires, qui connurent un grand succès et suscitèrent un grand enthousiasme.

Le matin, des milliers de manifestants venus de toute la France, défilèrent de la République au Mur des Fédérés. L'après-midi, un meeting réuni en présence d'une foule emplissant complètement la grande salle de la Mutualité, offrit sa tribune à plusieurs militants ouvriers, puis, tour à tour, aux dirigeants des partis marxistes-léninistes d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, du Portugal, de Suisse. Le discours de clôture fut présenté au nom de l'Humanité-Rouge.

Ainsi se trouvait impulsée une tradition révolutionnaire, que nous allons continuer dimanche prochain 21 mars, en lui donnant un contenu en rapport avec les luttes en cours actuellement.

De la République, nous monterons au Mur des Fédérés, avec les militants du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et avec les militants de toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, chacun sous sa propre bannière, mais tous ensemble animés par la même ferveur vis-à-vis des Communards héroïques, par la même conviction concernant les immortels enseignements révolutionnaires qu'ils ont légués aux peuples du monde entier, notamment celui concernant la dictature du prolétariat.

(Suite page 3)

Grande-Bretagne

WILSON
DEMISSIONNAIRE

Harold Wilson leader du Parti travailliste britannique vient de démissionner de son poste de premier ministre.

C'est là une péripétie de la situation économique catastrophique de l'économie capitaliste de Grande-Bretagne. Wilson venait en effet d'être mis en minorité au Parlement, une partie des députés travaillistes faisant bloc avec le Parti conservateur pour refuser de voter son programme d'austérité. Celui-ci portait un rude coup au pouvoir d'achat des travailleurs britanniques, déjà sévèrement touché par la baisse des salaires, le chômage et l'inflation.

La démission du leader travailliste était aussi vivement réclamée par une partie de l'opinion publique britannique qui s'inquiétait de voir le budget de la Défense nationale, déjà amputé de 12 % l'an dernier, à nouveau considérablement réduit, alors que les menaces d'agression soviétique sur l'Europe se précisent chaque jour davantage.

Wilson enfin n'était pas, c'est le moins qu'on puisse dire, un chaud partisan de la construction européenne à laquelle, à plusieurs reprises déjà, il avait mis des bâtons dans les roues.

Normalement, ce sera le nouveau leader désigné par le Parti travailliste qui devra le remplacer automatiquement dans sa fonction de premier ministre.

Mais déjà une campagne politique s'amorce en Grande-Bretagne pour exiger des élections générales anticipées. De toute façon, la Grande-Bretagne, enlisée depuis longtemps déjà dans une crise économique sans précédent, va entrer dans une phase chaude de la vie politique.

La classe ouvrière britannique qui a déjà mené de grandes luttes contre l'exploitation dont elle souffre fera sans aucun doute entendre sa voix pour refuser de faire les frais de la crise économique et politique du capitalisme anglais.

MOUVEMENT DE GREVE EN
BELGIQUE

Les 6 000 ouvriers de la Fabrique nationale d'armes de guerre à Herstal-Liège, ont cessé le travail mardi matin, après avoir rejeté les propositions patronales concernant notamment, le calcul des primes de fin d'année.

Dans le secteur pétrolier, la grève est maintenant quasi générale depuis 5 semaines pour exiger la réintégration d'un délégué syndical.

DIALOGUE EURO-ARABE :
ACCORD SUR L'ORDRE DU JOUR

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Mahmoud Riad et la délégation de la Communauté économique européenne sont parvenus au Caire, à un accord sur l'ordre du jour de la première réunion du Comité général pour le dialogue euro-arabe qui aura lieu le 17 mai à Luxembourg.

Cet ordre du jour comprend les questions du développement des relations politiques entre les pays européens et arabes sur la base de la déclaration publiée en 1973 par le sommet de la CEE qui demande à Israël de se retirer des territoires arabes qu'il occupe et reconnaît les droits légitimes du peuple palestinien.

Il prévoit également la préparation d'une réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères euro-arabes et les préliminaires d'un plan d'action dans le domaine de la coopération économique et culturelle.

Au cours de ces entretiens la délégation de la CEE a renouvelé son désir d'adopter une attitude positive à l'égard du dialogue euro-arabe dans tous les domaines.

Chine

La campagne contre le déviationisme de droite
Pourquoi des dirigeants
engagés dans la voie
capitaliste ?

Dans son numéro de mars, la revue «Hongqi» a publié un article intitulé «Des démocrates bourgeois aux responsables engagés dans la voie capitaliste». S'inscrivant dans le cadre de la lutte actuelle contre la ligne de restauration du capitalisme en Chine, cet article explique que les représentants de cette ligne en sont restés à l'étape de la révolution de démocratie bourgeoise et s'opposent à la révolution socialiste. On peut y lire notamment :

La révolution de démocratie nouvelle et la révolution socialiste dirigées par le Parti communiste chinois sont deux phases révolutionnaires dont les natures, les cibles et les tâches sont par essence différentes. La première a eu lieu dans l'ancienne Chine semi-coloniale et semi-féodale. La contradiction principale à résoudre était alors celle entre les masses populaires, englobant les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, d'une part, et l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique d'autre part. Par nature c'était donc une révolution de démocratie bourgeoise anti-impérialiste et antiféodale. Sa tâche était de renverser, sous la direction du prolétariat, la domination de l'impérialisme, de la classe des propriétaires fonciers féodaux et de la bourgeoisie compradore bureaucratique en Chine, et d'orienter la révolution vers le socialisme.

Par suite de la victoire de la révolution de démocratie

nouvelle, la nature et la contradiction principale de notre société ont changé. La contradiction principale à l'intérieur du pays, c'est celle entre le prolétariat et la bourgeoisie. Cette contradiction principale existe non seulement dans la société, mais aussi se reflète dans le parti. La révolution socialiste en cours est une révolution menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploitées. Elle vise principalement la bourgeoisie, vise les responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. Sa tâche est de substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie, d'assurer le triomphe du socialisme sur le capitalisme, de créer, dans une lutte de classes de longue haleine, les conditions pour que la bourgeoisie ne puisse plus ni exister ni se reformer à nouveau, d'éliminer finalement les classes et de réaliser le communisme. La fondation de la République populaire de Chine en 1949 a marqué le commencement de la phase de la révolution socialiste.

Après le triomphe de la révolution de démocratie nouvelle, certaines gens, au sein du parti, dont la pensée est restée celle qu'elle était dans la période de la révolution démocratique, ne veulent pas suivre la voie socialiste. Le responsable du parti engagé dans la voie capitaliste qui refuse de s'amender en est le cas. Ces gens sont devenus des représentants de la bourgeoisie : ils craignent d'être eux-mêmes la cible de la révolution socialiste, de toucher au système de propriété privée, au droit bourgeois, aux conceptions traditionnelles qu'ils veulent défendre, de toucher à leurs positions et à leur conception du monde bourgeois.

Plus la révolution socialiste s'approfondira, plus sera aigüe la contradiction qui les oppose à la révolution ainsi qu'aux ouvriers et aux paysans d'origine pauvre et moyennement pauvre fidèles à la continuation de la révolution. Dans le processus de la révolution socialiste, ils reculent et vont à l'encontre de la révolution.

PUISSANTES MANIFESTATIONS
EN PALESTINE OCCUPEE

Les manifestations palestiniennes contre la répression sioniste ont repris en début de semaine dans de nombreuses villes de Cisjordanie.

Les autorités militaires israéliennes ont imposé un couvre-feu dans la ville de Ramallah a annoncé un porte-parole militaire israélien à la suite de manifestations qui se déroulent sans interruption dans cette ville.

Les forces de sécurité israéliennes sont intervenues lundi à Ramallah pour disperser des manifestants qui avaient mis des pneus enflammés en travers de certaines routes et lancé des pierres contre des soldats israéliens.

Dans le secteur arabe de Jérusalem, les étudiants ont brisé des devantures, obligeant les commerçants à fermer leurs magasins.

A Bethléem, les étudiants du collège universitaire ont fait flotter sur le bâtiment le drapeau palestinien et ont accueilli à coup de pierres

les soldats qui tentaient de les disperser.

Au cours de ces derniers jours de nombreux affrontements ont eu lieu avec l'armée sioniste.

A Tel Aviv, des milliers de Palestiniens ont manifesté devant le bâtiment où le cabinet sioniste se réunissait, pour protester contre la décision des autorités israéliennes de prendre 1,5 million de donums de la terre en Galilée et en Palestine du Nord.

Au cours d'une conférence de presse, Abdul Jawad Saleh, chef du bureau exécutif des Affaires des foyers occupés et membre du Comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine, a fait un exposé sur la situation de la lutte des masses contre la répression sioniste en Palestine

occupée. Il a dit «Les autorités d'occupation sionistes continuent leur politique expansionniste en accaparant des terres. Les terres qu'elles ont prises atteignent 1,5 million de donums.» Il a indiqué que rien qu'à Jérusalem, elles ont établi 18 quartiers de Juifs où s'installent les immigrants venus de tous les coins du monde tout en chassant les Palestiniens. Il a dit : «Le nombre des habitants arabes à Jérusalem est passé de 140 000 en 1948 à 70 000 aujourd'hui, du fait de toutes sortes de mesures de répression, d'expulsion et de confiscation prises ces dernières années. Les autorités d'occupation projettent maintenant de s'emparer d'un million de donums en Galilée et de chasser les Arabes de ces terres.»

nouvelles
du mondeO.N.U. :
LE CONSEIL DE SECURITE
EXAMINE LA DEMANDE
DU MOZAMBIQUE

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunissait hier, à la demande du Mozambique, pour examiner la situation économique dans ce pays à la suite de l'application intégrale des sanctions votées contre la Rhodésie.

Un texte du Mouvement des non-alignés félicite le gouvernement du Mozambique pour son initiative de rompre toutes relations économiques et commerciales avec la Rhodésie. Ce texte prend note des besoins économiques urgents du Mozambique et fait appel à tous les États et aux organisations spécialisées de l'ONU pour qu'ils lui portent assistance.

ESPAGNE :
AMENDES COLLECTIVES
POUR FAITS DE GREVE

Les autorités espagnoles ont infligé un total de 1 615 000 pesetas d'amendes à un groupe de grévistes de Jaen (sud de l'Espagne) pour avoir mis en place des piquets de grève au cours du mouvement qui a paralysé les transports routiers en Espagne récemment.

D'autre part, les organisateurs d'une manifestation en faveur de l'amnistie, qui a eu lieu récemment dans la même ville, se sont vus infliger une amende de 130 000 pesetas.

JAPON :
850 000 EMPLOYES EN GREVE

Tous les employés du secteur public étaient en grève hier au Japon.

Ils revendiquent une revalorisation générale des salaires, l'établissement d'un salaire minimum national et le maintien des effectifs. Le gouvernement qui a qualifié cette grève d'illégal et menacé les employés de sévères mesures disciplinaires n'a pas pu l'empêcher.

LAOS :
L'AMITIE SINO-LAO

L'agence de presse du Pathet lao salue mardi «l'aide du peuple chinois envers le peuple lao», à l'occasion de l'actuel voyage en République populaire de Chine d'une importante délégation du gouvernement lao conduite par le premier ministre Kaysone Phomvihane.

L'éditorial de l'agence fait l'éloge des traditions d'entraide sino-lao qui ont aidé le Laos à remporter sa victoire sur l'impérialisme et le néo-colonialisme, citant la phrase du président Mao selon laquelle «le vaste territoire chinois constitue des arrières solides et une garantie pour le peuple lao».

SENEGAL :
UNE LOI D'AMNISTIE

L'assemblée nationale sénégalaise a voté lundi la loi d'amnistie générale pour tous les délits politiques, proposée par le gouvernement.

Cette loi efface les effets des condamnations prononcées pour infraction politique telles qu'inscription au casier judiciaire, déchéances, exclusions, incapacités et privations de droits.

LE CAPITALISME DANS LA TEMPÊTE

(Suite de la page 1)

D'ores et déjà on peut relever un certain nombre de conséquences que va avoir la dévaluation masquée du franc.

1) Elle va se traduire par une relance de l'inflation en France. Les importations en provenance des pays dont la monnaie est plus forte que le franc vont coûter plus cher.

Au total, c'est plus de 50 % des importations qui vont coûter plus cher. On doit donc s'attendre à un taux d'inflation largement supérieur à 10 %. Cela signifie que les travailleurs vont devoir renforcer leurs luttes pour la défense de leur pouvoir d'achat.

2) Elle va se traduire également par un renforcement

de la concurrence entre les pays capitalistes de l'Ouest et par un affaiblissement de la Communauté économique européenne. La baisse de la monnaie va faciliter l'exportation des produits français qui sont maintenant moins chers. Il en va de même pour l'Italie et la Grande-Bretagne. Chaque pays capitaliste ouest-européen va être amené à prendre des mesures protectionnistes pour préserver son économie de la concurrence de ses voisins.

Au total, si les monopoles capitalistes peuvent espérer en tirer un bénéfice immédiat, pour les travailleurs elle signifiera la hausse des prix.

INTENSIFICATION DES LUTTES ÉTUDIANTES

(Suite de la page 1)

Tout au long de la journée de mardi, les luttes et les manifestations étudiantes et lycéennes contre les réformes Soisson et Haby n'ont cessé de se développer.

Ainsi, à Clermont-Ferrand, près de deux mille étudiants et lycéens ont manifesté dans les rues pour protester contre l'intervention des flics lundi soir à la faculté de Droit occupée par

des étudiants en Sciences économiques et en Droit et qui séquestraient le doyen.

A Brest, les cinquante membres du Conseil de l'université de Bretagne occidentale ont également été séquestrés par plusieurs centaines d'étudiants dès 18 h 30.

A Bordeaux, des affrontements violents ont eu lieu à l'occasion d'une intervention brutale des CRS au campus universitaire de Bordeaux-Talence. Les flics ont voulu disperser à coups de grenades lacrymogènes, une manifestation de plusieurs centaines d'étudiants devant la faculté des Sciences. Pour riposter, les étudiants ont construit des barricades.

A Montpellier, encore, les étudiants de la faculté de Droit ont reconduit la grève des cours pour une durée illimitée. Dans les facultés de Lettres et de Sciences, la situation est identique. Le mouvement amorcé à la fin de la semaine dernière se poursuit donc et il est accompagné d'une large popularisation et explication de la grève auprès de la population.

La lutte s'intensifie, s'organise, se coordonne et se rend aussi plus forte. La manifestation nationale de mercredi est suivie ce jeudi d'un rassemblement à l'université de Nanterre des étudiants, enseignants, lycéens et des personnels pour coordonner la lutte au niveau national.

tour auraient dû assurer un succès facile de Bordeneuve au deuxième tour. Mais, manifestement l'appel de la Fédération n'a pas été entendu : Bordeneuve n'a même pas atteint 48 % au deuxième tour.

Ainsi, à Frespèch, municipalité communiste, le socialiste a obtenu 107 voix contre 35 à Bordeneuve !

Ceci montre que si l'on gratte un peu la façade ravalée tant bien que mal du PCF, très vite apparaissent les lézards, et que la dégénérescence au sein du parti révisionniste est désormais totale et irréversible.

Ainsi, les contradictions se développent entre le parti révisionniste et le peuple, mais également entre la clique dirigeante et les militants de base.

A l'offensive camarades, aidons les masses à balayer le révisionnisme !

Correspondant H.R.

DEFILE POPULAIRE ET UNITAIRE

SUITE DE L'EDITORIAL

Le défilé du 21 mars sera donc placé sous le signe combien précieux de l'unité des partis et groupes actuellement engagés dans le processus d'unification destiné à promouvoir l'existence et l'activité en France d'un seul et unique Parti marxiste-léniniste, Parti de classe du prolétariat révolutionnaire.

De la République, nous monterons au Mur des Fédérés, en manifestant par nos banderoles comme par les mots d'ordre cent et mille fois répétés que nous restons fondamentalement attachés à notre objectif stratégique, la dictature du prolétariat, qu'inaugurera précisément la Commune de Paris et contre lequel s'acharnent aujourd'hui tous les politiciens de la bourgeoisie, de Poniatowski à Marchais.

De la République, nous monterons au Mur des Fédérés, ouvriers, petits paysans, employés, enseignants, étudiants étroitement unis dans notre volonté de faire triompher nos justes revendications immédiates par la lutte de classes, contre la politique réactionnaire du pouvoir tout comme contre les propositions mystificatrices de l'Union de la gauche, expression de la bourgeoisie «de gauche» englobant le projet d'État social-fasciste des dirigeants du faux Parti communiste français.

De la République, nous monterons au Mur des Fédérés, en proclamant sans ambiguïté notre ferme résolution de nous opposer à toutes les entreprises hégémoniques des deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe, qui se préparent à la guerre en tenant l'Europe pour point-clé de leur rivalité et nous ne manquerons pas de souligner combien, à l'heure actuelle, le social-impérialisme russe, armé jusqu'aux dents à quelques centaines de kilomètres de notre pays, constitue le danger principal pour l'indépendance et la liberté de notre peuple.

De la République, nous monterons au Mur des Fédérés, en assurant de notre soutien tous les peuples révolutionnaires du monde, ceux du tiers monde particulièrement, qui sont à l'assaut contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, nous clamerons notre internationalisme prolétarien, ce juste principe révolutionnaire dont la Commune de Paris offrit le premier et impérissable exemple vivant.

Mais, pour ce qui nous concerne, nous n'avons pas appelé cette année nos forces de province à participer à cette manifestation parisienne. C'est pourquoi nous insistons auprès de tous nos militants et sympathisants de la région parisienne, et aussi des villes les plus proches de la capitale, pour que par leurs efforts d'organisation et de participation ils assurent néanmoins le plein succès de notre célébration annuelle de la Commune de Paris. Le succès de notre montée au Mur, ce 21 mars 1976, sera un nouveau succès de la ligne idéologique et politique fondamentale du marxisme-léninisme contre le révisionnisme moderne, de la classe ouvrière et des masses laborieuses contre la bourgeoisie capitaliste sous toutes ses formes, des patriotes prolétaires et progressistes contre les deux superpuissances.

Jacques JURQUET

Lot et Garonne

A l'occasion des cantonales

DIVISION DANS LE PCF

L'article ci-dessous que nous a fait parvenir un correspondant est une nouvelle illustration des contradictions existant au sein du PCF et de la révolte de militants de base contre la trahison de leurs dirigeants.

Même si ces militants restent influencés par le révisionnisme (ce n'est certainement pas une solution que d'appeler à voter socialiste), ils se sont engagés dans une voie qui les conduira ainsi que d'autres à rejeter cette influence.

Nous partageons pleinement la conclusion de notre correspondant affirmant : «Les contradictions se développent entre le parti révisionniste et le peuple mais également entre la clique dirigeante et les militants de base».

Les contradictions qui existaient et se développaient à l'intérieur du parti révisionniste viennent d'éclater au grand jour : alors qu'officiellement la Fédération du Lot-et-Garonne appelait à voter, dans le canton de Penne d'Agenais, pour l'archiréactionnaire (caché sous l'étiquette radical de gauche), anticommuniste de toujours, Bordeneuve, 8 élus du PCF lançaient un appel pour le candidat socialiste Garrouste, arrivé en deuxième position au premier tour des cantonales.

Comment les révisionnistes en sont-ils arrivés là ?

Pour prendre fermement la Fédération en mains, un membre du Comité central révisionniste, Auguste Brunet, a été parachuté en Lot-et-Garonne depuis 3 ans. Immédiatement, il a fallu une circonscription sûre à ce nouvel arrivant. Au nom de l'intérêt du parti, un vieux conseiller général du canton d'Houeilles, Lacoste, militant PCF de la première heure, homme d'une très grande droiture, avec de très grandes qualités de cœur, très estimé dans son canton, était invité à démissionner. Quel coup pour ce vieux militant qui a mis toute sa vie au service du parti, que d'être pratiquement limogé comme un malpropre ! Brunet est également à

l'origine d'une attaque de la section du PCF de Villeneuve-sur-Lot contre les ouvrières de la CLEM qui après plus de 10 mois de lutte avaient réussi à obtenir la réouverture de leur entreprise.

Ce révisionniste ne pouvait accepter que des travailleurs luttent «classe contre classe» et remportent des succès. Mais le PCF avait soulevé une pierre qui devait lui retomber sur les pieds : la réplique de l'ULCFDT qui avait contribué à cette victoire de la CLEM était particulièrement vive et malgré les invites à relancer la polémique, la section PCF de Villeneuve n'insistait pas.

Voilà un petit aperçu des méthodes de direction révisionnistes ! A tout cela, il faut ajouter que de plus en plus d'anciens militants du PCF, honnêtes et sincères sont indignés par le comportement des nouveaux dirigeants qui accaparent les postes dans le parti. Aux travailleurs, ils apparaissent comme des gens encravatés, aimant parader recherchant les honneurs, méprisant les masses, donc coupés des travailleurs et de la réalité quotidienne. Ce sont des donneurs d'ordres et des donneurs de leçons. Bien sûr, ces vieux militants pensent toujours que le bourgeois qu'ils ont au-dessus d'eux dans le parti, c'est l'exception, et qu'ailleurs

cela va mieux.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si la question des élections de Penne a fait déborder le vase.

Dans un premier communiqué, rendu public, la Fédération du PCF avait appelé à voter socialiste, puis se déjouant le lendemain, appelait à voter Bordeneuve, politicien bourgeois, ennemi juré de la classe ouvrière.

Malgré les menaces publiques d'exclusion, 8 élus communistes sont maintenant en contradiction avec leur Fédération. Parmi les 8, il y a le candidat PCF au premier tour, un maire et 6 conseillers municipaux (4 communes sont représentées).

Ceci montre clairement que de plus en plus de militants du PCF ont conscience que la démocratie n'est plus respectée et ils osent même s'opposer ouvertement à leurs dirigeants, affaiblissant ainsi l'autorité du Comité fédéral et du Comité central en la personne de son représentant A. Brunet.

D'ailleurs, le parti «communiste» a reçu deux camoufflets :

- De la part de 8 de ses élus ;

- Mais également des électeurs communistes du canton de Penne car les 46 % de voix du «radical» Bordeneuve et les 12 % d'électeurs communistes au premier

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIÈRE AU RÉVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par mille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

— E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



SNCF

GREVES OU GREVETTES? UNION OU DIVISION?

Suite de la page une.

Pour une limitation de la hiérarchie

Egalement, alors que les cheminots luttent pour une limitation de la hiérarchie, pour son écrasement, la SNCF propose un niveau supplémentaire à intercaler entre l'exécution et la maîtrise. Elle propose également un cinquième niveau chapeau T 5 pour les roulants. Ces propositions sont faites au nom d'une meilleure considération du travail manuel. En réalité ceci n'apportera rien aux travailleurs manuels qui ont les mains dans le cambouis et un travail physiquement pénible, donc les plus exploités, les moins bien rémunérés. Une catégorie «super pieds-fins» chez les roulants, et une catégorie cols-blancs «techniciens» au niveau de l'aristocratie ouvrière, dans les ateliers, comme fin de carrière à une minorité, voilà ce qu'a trouvé le pouvoir de Giscard pour les manuels de la SNCF.

D'autre part, l'une des conséquences directes de cette double mesure en niveau, pour intercaler ces nouvelles catégories dans la hiérarchie, c'est de relever les coefficients des niveaux maîtrise et cadres, donc un nouvel écrasement des plus basses échelles. C'est une honte !

Une action de division

Il n'est nullement surprenant que ces mesures

réactionnaires trouvent l'appui honteux des catégorielles par profession : FGAAC, syndicat autonome des agents de conduite, partisans du niveau T 5, de la CFTC, de FO partisans du niveau T 5 et «techniciens» de la FMC (cadres autonomes) qui y voient aussi leurs bénéfices catégoriels.

La CGT qui agit depuis des années déjà pour la création d'un niveau E 4 complet et le relèvement du «creux de la grille» pour la maîtrise et cadres est prise au piège par la direction SNCF. Devant l'opposition de la base écrasée dont elle est malgré tout représentative, la direction CGT est aujourd'hui contrainte de s'opposer au niveau T 5.

La CFDT a la position la plus juste : opposition à T 5, augmentation uniforme et relèvement des salaires des plus basses catégories. Mais si le 9 mars elle a refusé de succomber au pressing de la CGT, aujourd'hui elle finit par céder.

La FGAAC a déposé séparément un préavis de grève pour le mercredi 17 mars à 0h00 jusqu'au vendredi 19 mars à 14h00. Elle exige le niveau T 5 roulant. La CGT et la CFDT feront grève jeudi 18 mars à 0h00 au vendredi 19 mars à 19h00 pour s'opposer au niveau T 5. La CFDT s'aligne sur le mot d'ordre CGT alors qu'elle dit s'opposer au principe des grèves répétitives et épu-

santes, démobilisatrices de 24h00.

C'est la confusion générale !

En fait, par leur participation à la comédie des négociations sur les accords de progrès, tous les syndicats sans exception accréditent la politique gouvernementale dite de «concertation», des négociations annuelles, de contrats annuels dont la contrepartie est la pause sociale. L'action engagée actuellement par les syndicats est une action de division qui va dans le sens souhaité par la direction et le pouvoir. Elle privilégie les revendications catégorielles de division sur les revendications unificatrices de la classe ouvrière contre un même adversaire : la bourgeoisie, le pouvoir d'État, le patronat dans leur ensemble. L'action en cours privilégie les roulants et l'aristocratie ouvrière aux dépens des agents d'exécution les plus défavorisés, elle privilégie les maîtrises et cadres, au nom de «la meilleure rétribution du métier de cheminot», au nom du «déroulement de carrière sur le maximum de niveaux».

Pour une véritable plateforme revendicative

Or, les cheminots veulent en réalité une véritable plateforme revendicative, commune à tous les cheminots, privilégiant les plus défavorisés, et capable

d'entraîner l'ensemble des cheminots dans une action de grande envergure contre le pouvoir et la direction SNCF.

— Relèvement uniforme des salaires pour faire face aux conséquences de l'inflation galopante et améliorer leur pouvoir d'achat.

— Augmentation complémentaire pour tous les agents d'exécution.

— Refonte complète des règlements P 4 roulants et P 4 sédentaires pour améliorer de façon radicale les conditions de travail.

— Augmentation des effectifs.

— 104 repos par an.

Une telle action d'envergure et de longue haleine doit être préparée en liaison avec celle des autres travailleurs, en premier lieu de la classe ouvrière des entreprises nationalisées soumises à un statut identique.

Dénonçons l'opportunisme des chefs syndicaux, car sans dénonciations de leurs manœuvres et de leurs trahisons, l'action ne pourra être menée à son terme, à la victoire. Obligeons la direction SNCF et le pouvoir à céder par l'action générale et non par des négociations interminables prétextes à l'inaction ou tout au plus appuyées en fin de parcours par des grèves catégorielles minoritaires et de division des cheminots et de la classe ouvrière.

Laverne

la France des luttes

Extraits d'une lettre ouverte des travailleurs de Réhault à la population



«Manifestation de jeunes chômeurs à Fougères».

Les travailleurs de chez Réhault expliquent dans une lettre ouverte à la population de Fougères pourquoi ils se battent. Ils rappellent le processus de rentabilisation avec baisse des effectifs : en 1969 avec 1 190 salariés pour une production de 1 200 000 paires de chaussures annuelles, alors qu'en 1976 avec 650 salariés la production serait de 1 200 000 paires si les commandes avaient lieu.

Ils expliquent que les pouvoirs publics les trompent.

LES PROPOSITIONS DES POUVOIRS PUBLICS NE SONT QUE DU VENT

Propositions des pouvoirs publics	Réalités de ces propositions
1) 230 emplois à l'entreprise Réhault.	Des contradictions importantes : <i>Le sous-préfet</i> : M. De Thoran est un escroc. Pour 30 millions anciens l'État lui verse 380 millions. <i>Le préfet</i> : les 230 emplois sont sûrs. Pour cette société les pouvoirs publics engagent 380 millions contre 30 millions anciens d'investissements. <i>M. De Thoran</i> : les pouvoirs publics n'ont toujours pas signé leurs engagements. Pour les travailleurs 400 restent sur le carreau.
2) 120 emplois sûrs à l'entreprise Morel et Gâté.	— Les emplois seraient pour les établissements Baudou qui ont déjà déposé leur bilan depuis plus d'un an et qui sont donc actuellement sous concordat et cela laisse 160 travailleurs dans la rue.
3) 58 emplois chez Mau-noir.	Cela laisse 110 au chômage.
4) 100 emplois chez Delasson dans le latex.	Ces emplois sont hypothétiques et ne pourraient pas se créer avant l'automne.

(...) Jamais à ce jour un seul document signé n'a été proposé aux organisations syndicales.

Pour tous les travailleurs de l'entreprise Réhault la position est claire «des négociations pour les 600 travailleurs sur les différents points» :

- garantie des emplois pour tous ;
- garantie des salaires ;
- garantie des avantages acquis ;
- garantie du droit syndical ;
- garantie du contrat d'entreprise.

L'action des travailleurs Réhault est celle de tous les travailleurs de Fougères soyons tous solidaires.

De quoi je me mêle?

Le faux parti communiste de Marchais n'en est pas à une mesure antidémocratique près : cherchant à se substituer à la lutte des travailleurs des AGP (Assurances groupe de Paris) voilà que Lucien Villa, député faux communiste a écrit au ministre du Travail Dura-four au nom de la CGT et de la CFDT sans même les avoir consultés.

En réponse à cette démarche antidémocratique, nous publions des extraits d'une lettre ouverte au PCF écrite par la section CFDT des AGP dénonçant ces mesures.

La cellule du PCF des AGP a diffusé sur la boîte ce jour, 12 mars 1976, un tract dénonçant la répression syndicale sévissant actuellement. Ce tract nous a appris que la cellule avait

saisi Lucien Villa, député communiste, lequel avait pris l'initiative d'écrire au ministre du Travail au nom de la CGT et de la CFDT. La section syndicale CFDT des AGP n'a jamais été consultée et, de ce fait, n'a pu, comme l'affirme le tract, donner son accord à cette démarche (...).

Ce n'est pas malheureusement la première tentative d'intrusion du PCF aux AGP. En effet durant la grève d'octobre-novembre 75 les travailleurs avaient eu la surprise de recevoir la visite d'un élu du PCF alors que ni les sections syndicales CGT et CFDT, ni les grévistes n'avaient été consultés sur l'opportunité d'une telle intervention.

Ces intrusions antidémocratiques ne peuvent être le fait du simple hasard mais la volonté du PCF de récupérer toute lutte revendicative à son seul profit (...).

Ces interventions se sont d'ailleurs accompagnées de

menaces physiques à l'encontre de délégués CFDT lors de l'expulsion par les flics des travailleurs qui occupaient leur lieu de travail. Ces menaces ont été perpétrées par le service d'ordre du PCF, extérieur à l'entreprise qui s'est illustré en outre lors d'une manifestation syndicale de solidarité aux travailleurs des AGP, manifestation qui s'est transformée en une manifestation «sur les libertés» servant la campagne nationale du PCF.

Contrairement à ce que veut faire croire le PCF ce n'est pas ce parti qui a le monopole du mouvement ouvrier en France.

La section syndicale CFDT des AGP, exprimant l'avis de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, n'acceptera plus l'intrusion des partis politiques sans accord préalable des salariés de l'entreprise.

Section syndicale CFDT des AGP

STRASBOURG :

LA GREVE SE DURCIT A GENERAL MOTORS

Après une entrevue avec la direction qui s'est soldée par un échec, le mouvement de grève commencé il y a une douzaine de jours à l'usine General Motors à Strasbourg se durcit.

Depuis mardi, environ 250 grévistes occupent le groupe thermique qui alimente l'usine de boîtes de vitesse et plusieurs ateliers. Ils exigent : une augmentation uniforme de 250 F par mois et l'amélioration des conditions de travail.



la France des luttes

METALLURGIE

Faire échec à la nouvelle grille de classification

En juin 1975 l'organisation patronale de la métallurgie (l'UIMM) a fait signer par la CGC, FO et la CFTC, un accord sur les classifications dans la métallurgie, qui commence à vouloir être mis en application. La CGT et la CFDT ne l'ont pas signé, affirmant leur conception de « lutte de classe ». Qu'en est-il en réalité ?

Les ouvriers marxistes-léninistes de la SAFT (trust CGE) à Bordeaux, expliquent ce qui s'est passé après les divers mouvements de lutte du 1er au 5 mars.

A la SAFT : 1ère victoire contre le courant trotskyste

Les dirigeants de la CGT ont porté, le 9 mars, une attaque publique contre la section CFDT, disant qu'elle était « opportuniste, anti-unitaire, récupératrice, ne servait pas l'intérêt des travailleurs ».

Ainsi la question d'une riposte de la section CFDT s'est posée et 2 courants ont dû s'affronter. Deux projets de tract ont été réalisés : celui du courant de conciliation avec les révisionnistes, représenté par les trotskystes de Lutte ouvrière, l'autre étant celui du courant de lutte de classe représenté notamment par les marxistes-léninistes.

Ne pouvant arriver à une entente entre ces 2 tracts, pour cause, nous avons obtenu la discussion dans toute la section CFDT.

Résultat, notre projet est largement approuvé, même par des sympathisants de LO, qui rejettent leur tract opportuniste.

Nous en tirons une leçon importante.

Durant 2 mois, nous avons développé des querelles dogmatiques entre LO et nous, ce qui avait pour résultat de ne pas être compris ni soutenu par les ouvriers actifs, encore moins par les autres.

A l'heure actuelle, beaucoup de patrons de la métallurgie payent les ouvriers selon un taux horaire, et les employés, techniciens, maîtrise, cadres, avec une valeur de point variable selon les catégories, on les appelle les mensuels, et les ouvriers sont horaires.

Les salaires ouvriers se calculent comme suit :

Taux horaire x 174 h/mois : salaire. Le coefficient x valeur de point (variable selon la région, 8,80 F pour la Gironde par exemple) donne un salaire minimum garanti, sur lequel on calcule la prime d'ancienneté. Exemple : OS2, 8,65 F de l'heure, 15 ans d'ancienneté, coefficient 140 : salaire réel 8,65 F x 174 : 1 505 F/mois, salaire mini 8,80 F x 140 : 1 211 F/mois, prime ancienneté 15 % de 1 211 F : 181 F/mois, salaire fin du mois 1 505 plus 181 : 1 686 F/mois.

Mais en nous engageant résolument dans l'action, dans le feu de la lutte de classe, nous regagnons la considération des ouvriers actifs sincères, et combattons avec mille fois plus d'efficacité, de fait, le courant trotskyste. Nous y gagnons le lien aux masses et leur soutien. De plus, nous pouvons ainsi, avec l'appui des travailleurs, dénoncer avec plus d'efficacité le projet révisionniste.

Le projet révisionniste

Les camarades de la SAFT indiquent que le projet de la CGT est de classer, du manoeuvre à l'ingénieur,

les travailleurs sur une grille unique commençant à 140, finissant à 800.

La CGT, fixe une valeur de point à 14,20 F, disant que cela permettrait un calcul direct du salaire : 14,20 x coefficient.

Le projet CGT est une valeur de point à 14,20 F, or multiplié par 140 (par exemple) le salaire serait de 1 988 F, mais multiplié par 300 (par exemple) le salaire serait de 4 260 F. On remarque facilement que l'aug-

mentation pour le coefficient 300 sera beaucoup plus forte que pour le coefficient 140.

Ainsi, le premier projet de la CGT équivaut à une augmentation en pourcentage. Le deuxième projet CGT c'est de considérer les diplômes, les connaissances ; ils rehaussent dans la grille par rapport au projet UIMM tout le personnel des bureaux, maîtrise, cadres. Il laisse à la même place les ouvriers. Ainsi il joue la carte des couches intermédiaires

dans la production entre ouvriers et patrons.

Ils veulent gagner la petite bourgeoisie, celle qui pense et qui encadre. Ils rejettent ceux qui produisent, les ouvriers. Il faut noter que le projet CFDT national est du même acabit, à la différence près que la CFDT rehausse la classification ouvriers, alors que la CGT la laisse telle quelle (par rapport à la grille de juin 75).

La section CFDT-SAFT se bat sur les mots d'ordre suivants : contre la hiérar-

chie capitaliste ; pour une simple classification OS, P1, P2, P3 ; pour un seul taux par catégorie, le maxi ; pour tous les acquis entraînant un resserrement de la hiérarchie ; pour 2 000 F nets mini par mois ; pour des augmentations uniformes de 300 F ; pour la suppression du travail au rendement et l'intégration des primes dans le salaire.

Note : nous passerons demain la suite de notre analyse sur « l'application de la nouvelle classification » commencée dans l'HR No 449.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DE MONTPELLIER SE MOBILISENT CONTRE LA REPRESSION

Les expulsions de travailleurs immigrés continuent. Elles se multiplient même et prennent de plus en plus souvent la forme particulièrement brutale d'enlèvements de travailleurs. Les travailleurs immigrés, victimes de ces véritables rapt, particulièrement ces derniers jours dans le Sud de la France, s'insurgent contre les expulsions, contre la répression et les pratiques ultraracistes auxquelles se livrent la bourgeoisie et sa police.

Dans la région du Languedoc-Roussillon des centaines de travailleurs immigrés se trouvent encore aujourd'hui en situation irrégulière, sans carte de travail et sans carte de séjour.

Il y a quelque temps des promesses avaient été faites par M. Randon, directeur de la main d'œuvre de Montpellier, de régulariser la situation de tous les travailleurs marocains qui n'étaient pas retournés dans leur pays et dont les contrats de 1974 n'avaient pas encore été renouvelés.

Ces jours derniers avec l'aide de la CFDT, des discussions avaient eu lieu avec la Direction de la main d'œuvre. Le 10 mars, rendez-vous avait été pris pour qu'elles se poursuivent. Or dès l'arrivée à la Direction de la main d'œuvre une quinzaine de travailleurs immigrés ont été embarqués par les flics ainsi qu'un représentant de la CFDT.

Bien entendu M. Randon n'a aucune explication à fournir. Il n'est au courant de rien. Pourtant il semble bien que la police ait été avertie dès la veille de la tenue de cette réunion. La complicité de Randon et de la préfecture ne fait aucun doute.

Pour les travailleurs immigrés qui ne savent pas où se trouvent leurs frères arrêtés, il s'agit de lutter pour leur libération immédiate, ainsi que pour la régularisation de la situation de tous les travailleurs im-

migrés, pour que cessent les actes racistes, les contrôles d'identité systématiques, les arrestations et les expulsions hors de France.

Les travailleurs immigrés qui ont déjà mené des luttes importantes, les années précédentes sont décidés à poursuivre jusqu'au bout leur action.

Correspondant H.R. avec le concours de travailleurs immigrés

Témoignage sur les pratiques racistes de l'agence intérimaire BIS

L... est ouvrier du bâtiment, n'ayant pas de travail, il se vend chez Bis. Là il signe un contrat qui lui permet d'avoir du travail comme charpentier sur le chantier du Polygone de Montpellier (centre commercial de luxe). Au bout de trois semaines il reçoit une lettre de sa mère, lui annonçant la mort de son père. Il se rend alors chez Bis pour demander son compte afin de rentrer au Maroc assister à l'enterrement de son père. On lui répond, qu'il ne peut pas être payé tout de suite, à cause du chèque qui est fait à Marseille et qui met donc plus de temps à parvenir à son bénéficiaire.

Le secrétaire de l'agence R. Moulin lui dit : « Fais-moi confiance pour ton argent, tu l'auras en revenant, mais en échange rapporte-moi un beau cadeau de chez toi (!!!) »

L... part au Maroc ; lorsqu'il revient demander son argent, il lui est répondu : « Le patron de l'entreprise qui t'employait a fait faillite, l'affaire passe au tribunal, et tant que cela durera, nous ne pourrons pas te payer ».

L... va attendre 7 mois ! Tous les jours il passera à l'agence pour s'entendre dire : « ça dure encore ». Mais un jour, il tombe sur le grand patron de Bis en visite à Montpellier, et tout naïvement lui demande où en est l'affaire ; le patron tout surpris, apprend à L... encore plus surpris, qu'il n'y a jamais eu d'affaire, que l'entreprise n'a pas fait faillite et que donc il devait être payé.

Mais là encore il y a un hic ; le patron demande les papiers du contrat, sinon il ne peut pas payer, or ces papiers c'est M. Moulin qui les a et qui prétend les avoir donnés à L...

Voilà où en est la situation, à l'heure actuelle, après 7 mois d'attente ; la colère et l'indignation est grande chez ce travailleur marocain. Conscient qu'il ne doit pas se battre seul contre Bis, il a pris contact avec la CFDT du bâtiment et compte bien récupérer son dû.

Affaire à suivre.

Correspondant H.R. avec la collaboration du travailleur immigré

DEUX BIDONVILLES RASES A NICE

Le bidonville de la Digue des français à Nice, l'un des plus importants existant actuellement en France, a été rasé mardi matin. Après que ses occupants, près de 2 000 travailleurs algériens et tunisiens, aient évacué les lieux, une armée de bulldozers est entrée en action pour détruire les misérables cabanes de bois et de tôle ondulée qu'ils habitaient, dépourvues de toute installation sanitaire et de tout moyen de salubrité.

Peu de temps après, les occupants maghrébins du bidonville niçois de l'aéroport ont également été évacués, et le bidonville a été rasé.

Selon certaines informations le relogement des travailleurs aurait pu être assuré dans une cité modulaire (préfabriquée) de

1 000 lits et dans deux foyers-hôtels. Reste évidemment à savoir dans quelles conditions ce relogement s'est effectué, et en particulier quel prix devront payer ces travailleurs immigrés pour leurs nouveaux foyers.

L'on sait que ce qui avait décidé la destruction du bidonville de la Digue des français c'était non pas l'amélioration des conditions de vie des travailleurs maghrébins, mais le fait qu'une autoroute devra passer à cet endroit. Jacques Médecin, le maire, très réactionnaire, de Nice, envisage grâce à ces travaux le développement du tourisme dans sa ville pour le plus grand bien, non des masses laborieuses qui y vivent, mais de la bourgeoisie locale.

Parmi les luttes en cours

Chez Tissot-Dupont à Faverges (Haute-Savoie) les 800 ouvriers occupent l'usine depuis le 11 mars.

Le 11 mars également, c'était 4 000 métallos de la Loire qui débrayaient, nombre d'entre eux sont allés manifester à St-Etienne.

A Renault-Sandouville, des débrayages se poursuivent à l'entretien et à la manutention. Les dirigeants CGT fidèles à leur tactique de division veulent que cela reste « de durée limitée par secteurs ».

A la Compagnie Electro-mécanique (CEM) de Nancy, le 10 mars, en assemblée générale il a été décidé de durcir le mouvement en cours : la grève avec piquet.

Dans le trust CGE : SAFT (Bordeaux, Câbles de Lyon (Reims), débrayages à l'Alsthom-savoisienne (St-Ouen).

Chez Guerlach à Bouzonville (Moselle), chez Scholtès à Metz, Bourgogne-électronique à Dijon, chez Chausson à Reims, etc.

Un vétéran communiste contre le révisionnisme

... Des choses qu'on ne pourra jamais leur pardonner

Voici déjà quelque temps une jeune camarade se rendait auprès d'un vieux paysan communiste de l'Ariège pour lui demander de lui parler de la Résistance au nazisme. Leur entretien ne tardait pas à déborder ce cadre déjà tellement riche et vaste. Voici ce que nous rapporte notre jeune camarade.

Fils de paysans, à quatorze ans, il vend des journaux communistes ; à seize ans, il entre au Parti communiste français où il est l'élève de Paul Vaillant-Couturier et de Marcel Cachin à l'École du Parti d'un petit village de l'Ariège, sa terre natale.

Paysan avec son père, il ravitaille les Brigades internationales en camion. Puis, FTP, artificier, dans le maquis, il est fait prisonnier et conduit en Allemagne, il s'évade. Juste après la Libération, il suit l'École des cadres du Parti pour prendre en main les questions paysannes dans la région. Secrétaire politique de sa cellule, il a aussi été responsable à l'agitation-propagande et responsable à un moment donné de quatre cellules.

En 1945 il se lance dans les CUMA, sous la houlette du Parti ; il s'y enlise jusqu'au cou. Pendant les événements de 58 il était garde du corps

de Doumeng. Agé maintenant de soixante ans, il n'est plus propriétaire de sa ferme, mais ouvrier agricole. Il ne peut plus continuer à travailler pour des raisons de santé, et vient de prendre sa retraite... Avec sa femme, ils vont faire de petits élevages pour vivre...

Je l'ai rencontré pour la première fois à la mi-août 75. J'étais allée le voir pour lui demander s'il n'avait pas des journaux ou des revues de l'époque de la Résistance.

Il m'a dit : « Oh, moi non plus, je ne suis pas toujours d'accord avec le Parti. Tout vient d'en haut. On n'a pas toujours le droit à la parole à la base. Tout vient d'en haut. Mais au Comité central ils ne peuvent pas connaître la situation du coin comme nous la connaissons. Ils sont un peu totalitaires. Oh, je leur dis ! Ils me disent : "Tu déconnes !"... Comme : arriver par les élections, tu parles ! Et les socialistes (les

l'am, Vincent Aurio) ce sont des bourgeois ; et le Programme commun avec les socialistes ! »

Et ça aussi : « Staline était un grand dirigeant et tout d'un coup Khrouchtchev le sort du mausolée et Staline est traîné dans la boue. Et on ne sait pas pourquoi. Et le Parti ne nous dit rien. Pourtant nous leur en demandons des explications. Avec l'histoire entre la Chine et l'URSS, l'histoire de Staline, ils n'ont rien voulu nous dire : il y a des militants qui sont partis en claquant la porte. Moi, je suis resté ; je gueulais.

Maintenant ils ne viennent me chercher que quand il y a quelque chose à faire. Dans le Parti il y a trop de gens assis, en place, qui profitent et qui ne font rien. Je leur dis bien souvent : "Vous êtes contre l'exploitation de l'homme par l'homme ; et vous ?"

Pour les CUMA : au début ils nous disent que c'est bien, etc. On s'y met. Maintenant on est enlisé jusqu'au cou. J'ai travaillé pendant vingt-cinq ans pour rien. Je ne suis même plus propriétaire de ma ferme. Je suis obligé de travailler très dur. Un jour que j'en ai parlé à Fernand Mounens, président de la cave coopérative et à Marty,

président régional des CUMA, ils m'ont dit : "C'est que tu n'as pas su gérer tes affaires." Je leur ai répondu : "Vous auriez dû me donner des conseils !" Doumeng m'a dit : "Tu n'as pas su être un bon éleveur !"...

Où il y a beaucoup de vixux militants ici qui pensent comme moi, qui voient que comme ça, on n'arrivera à rien : Comme les communistes qui baptisent leurs enfants ! Ça ne s'est jamais vu. Et les papes en Russie, c'est pareil. Pourtant, dans l'histoire, la religion c'est toujours l'opium du peuple.

Comme il y en a chez nous qui ne croient plus au danger d'une troisième guerre mondiale ; je leur dis : "Et en quatorze ? Après il ne devait plus y en avoir. C'était la der des der.

Et vous, vous avez un drapeau comment : rouge ou noir ? Et vous êtes pour Mao Tsé-toung je crois. J'en suis un peu moi aussi. La Longue marche c'est quelque chose. Il faut une discipline pour empêcher les contre-révolutionnaires d'agir. En Chine ce que j'aime c'est qu'on ne fait pas d'un ami un ennemi ; on discute avec lui, on ne lui impose pas..."

Je suis allée le voir une deuxième fois entre Noël et le premier de l'an avec deux autres camarades.

Entre temps je lui avais envoyé des journaux et des brochures. Quand nous sommes arrivés, en nous présentant à sa femme qui revenait de clinique, il a dit : "C'est de ceux dont je t'ai parlé, du Parti stalinien et de Mao Tsé-toung." Il n'a pas repris sa carte au PCF.

En partant il nous a dit qu'il se sentait vieux mais que si on avait besoin de lui... Puis il a accepté que ce qu'il a dit on en fasse un article pour le journal. Il a dit : « Vous m'en enverrez quelques-uns pour distribuer... » Il a aussi demandé à s'engager à nos côtés. Il a dit : « Oui. Comme ça, à trois ou quatre dans le coin, avec l'autocritique, on verra ce qu'on peut faire »

Justice

Pour imposer la révision de son procès

NOUVELLE GREVE DE LA FAIM DE ROLAND AGRET

Roland Agret incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille, sous le matricule 76 784, a entamé lundi une nouvelle grève de la faim pour imposer la révision de son procès.

C'est en 1973 qu'il avait été condamné à quinze ans de réclusion criminelle. Il était alors accusé d'avoir tué son employeur, Borrel. Pas un instant depuis son jugement, il n'a cessé de nier ce pourquoi il avait été condamné, et de réclamer la révision de son procès.

Et de fait, au fil des années, les éléments se sont accumulés qui poussent à penser que le meurtre dont est rendu responsable Roland Agret n'était qu'un règlement de comptes entre membres responsables du SAC. Le dénommé Borrel était en effet un agent actif du SAC, il était plus particulièrement chargé de placer les capitaux de cette organisation fasciste dans l'aménagement du Languedoc-Roussillon. L'on sait également que le chef du SAC le soupçonnait de détourner les fonds dont il avait la garde, et que, les derniers temps, Borrel était devenu embarrassant, dange-

reux pour les chefs du SAC, la police manifestant un peu trop d'intérêt à son égard selon leur goût... Enfin une brouille étant survenue entre Borrel et sa maîtresse, et celle-ci s'étant enfuie avec Roland Agret, c'était pour les chefs du SAC un jeu d'enfant que de faire passer ce dernier pour le suspect No1, et de lui faire porter le chapeau du crime...

Roland Agret n'a cessé de lutter pour que la lumière soit faite sur « son affaire ». Sa dernière grève de la faim datait de janvier dernier. Elle avait duré 40 jours. Il y avait mis un terme le 20 février aux vues de promesses d'une accélération judiciaire dans le mécanisme de révision de son procès.

Mais le 15 mars il en a entamé une nouvelle... « Roland Agret a repris son mouvement parce qu'il estime que rien de concret n'est intervenu dans ses conditions de détention et dans la procédure de révision de son procès » a notamment déclaré Maître Dissler, l'un des avocats de Roland Agret, pour expliquer la décision de son client.

A l'occasion du 105e anniversaire de la Commune de Paris, POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Les communistes marxistes-léninistes de Montpellier, le quotidien « L'Humanité rouge » et le Comité de Montpellier de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France vous appellent à venir nombreux au meeting qu'ils organisent : Jeudi 18 mars à 20 h 30 Salle Émile Martin à la Bourse du travail

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Une brochure à lire

— La première prononcée en breton et en français concernant les problèmes spécifiques de la Bretagne.

— La seconde présentée par un ouvrier de l'usine Sambre-et-Meuse

de Saint-Brieuc, portant sur les luttes politiques et revendicatives des ouvriers bretons.

— La troisième présentée par Jacques Jurquet concernant la dictature du prolétariat, l'unité des ouvriers et des petits paysans, l'édification du Parti marxiste-léniniste unique, et la lutte contre les deux superpuissances.

UNITE DES OUVRIERS ET DES PETITS PAYSANS

pour la dictature du prolétariat



€ 100

Trois interventions prononcées au récent meeting de Rennes de L'Humanité-Rouge sont reproduites dans cette brochure éditée à € 100 24 rue Philippe de Girard Paris 20e :

UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

L'Humanité rouge

QUOTIDIEN DE COMBATS MARXISTES-LÉNINISTES EN FRANCE

LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

du 15 au 20 mars lisez ce que fut



LA COMMUNE DE PARIS

Premier Etat de dictature du prolétariat

Camarades, vérifiez que cette affichette remise aux NMPP est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

PARTICIPEZ A LA SOIRÉE SUR LA CHINE

organisée jeudi 18 mars - 20 h 30 à Paris, 127 rue Marcadet 18e (métro Lamarck)

PAR LE COMITÉ DU 18e DE L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

Un montage de diapositives sera projeté sur le thème : « LA VIE QUOTIDIENNE EN CHINE ».

Un débat suivra présenté par le Comité de l'AAFC avec la participation d'adhérents qui sont allés en Chine.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.



culturel

PONIATOWSKI NE VEUT PLUS DE VIOLENCE A LA TV

«Taire la violence n'est guère possible, mais la sublimer, la glorifier me paraît relever d'une perversion intellectuelle». Telle a été la pensée philosophique de Poniatski, ministre des forces de l'ordre bourgeois, à la revue Télé-poche de cette semaine.

Interrogé sur les effets de la «violence» à la télévision et au cinéma, Poniatski a estimé qu'il était «contre toute représentation de la violence» et a également

souligné que «comme en toute chose, je crois à un équilibre qui respecte à la fois la vérité d'un phénomène et les besoins réels du public». On peut mesurer l'hypocrisie de celui qui envoie ses commandos de «l'ordre» tuer à coups de casque et à coups de fusil des paysans et qui encourage «l'information» TV pour qu'elle vomisse sur la violence populaire.

Il a ajouté qu'il souhaiterait, comme la Commission fédérale américaine des communications vient de le décider pour la TV des USA, que les scènes de violence, en France ne soient

plus diffusées avant 21 h 30.

Quel exemple ! On peut douter de l'utilité d'une telle mesure quand on sait que les USA ont le rare «bénéfice» d'avoir un des taux de criminalité et de délinquance les plus élevés.

Cependant le ministre de l'Intérieur estime toutefois que le gouvernement «ne peut rien imposer, rien contrôler, ni rien censurer, aussi bien à la TV qu'à la radio ou dans la presse écrite». C'est sans doute pour cela que la bourgeoisie a interdit le 12 juin 68, «L'Humanité nouvelle»,

organe central du PCMLF interdit le même jour, celui-ci défendant le principe de la violence de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Hypocrisie et mensonge, Monsieur le Ministre !

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

- St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 50 91 ;
- Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 35 40 ;
- Gît-le-Cœur : 12 rue Gît-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 80 25 ;
- St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 48 18 ;

locaux que la ville de Paris mettait traditionnellement à leur disposition quai de New-York.

Les manifestants déclarent dans un communiqué que «toutes les démarches entreprises auprès des autorités compétentes (ville de Paris et Affaires culturelles) pour trouver un lieu d'exposition pour les salons expulsés n'ont donné aucun résultat positif». «Nous dénonçons, poursuit le communiqué de la Jeune peinture, l'entreprise systématique du pouvoir pour détruire la vie culturelle quand elle ne correspond pas aux formes d'exploitation pour le plus grand profit.»

Les manifestants ont annoncé leur intention d'occuper les bureaux du Centre national Georges Pompidou «jusqu'à ce qu'ils obtiennent une réponse satisfaisante».

AFFICHEZ L'H.R.



Basket-ball

La Chine populaire, qualifiée pour les Jeux Olympiques, n'est pas autorisée à y participer

Pour la première fois de son histoire, l'équipe masculine de basket-ball de la République populaire de Chine a participé récemment à Bangkok aux Jeux asiatiques qualificatifs pour les Jeux olympiques. Cette équipe a remporté le tournoi

sans perdre un seul match et pourtant, elle ne sera pas en juillet prochain à Montréal pour représenter son continent.

Malgré sa victoire, la Chine populaire devra, en effet, céder sa place au Japon, deuxième du tournoi à Bangkok. Le Comité international olympique (CIO) n'a toujours pas reconnu le Comité olympique chinois et, même qualifiée pour les Jeux après son succès, la Chine ne pourra pas être à Montréal.

M. William Jones, secrétaire général de la Fédération internationale de Basket-ball amateurs (FIBA), après avoir réussi à faire «entrer» la Chine au sein de la FIBA (juillet 1974 à Porto-Rico) et de la Confédération asiatique de basket-ball, avait demandé à ce que la question de son admission aux Jeux olympiques soit une nouvelle fois examinée par le CIO en février dernier à Innsbruck. Mais le dossier est resté fermé pendant les Jeux olympiques d'hiver.

Ainsi, c'est le Japon qui représentera le continent asiatique à Montréal. Cette nation est la 8^e à être qualifiée pour les jeux. Huit équipes sur les douze qui participeront au Tournoi olympique de basket masculin sont en effet assurées de leur qualification : URSS, États-Unis, Cuba (les trois premiers des Jeux de Munich), Canada (pays organisateur), Porto-Rico (Jeux panaméricains), Égypte (champion d'Afrique), Australie (Océanie), et Japon (Asie).

Vu par Hosteni

Préparation de la nouvelle constitution en Albanie socialiste

LES CONSTITUTIONS DES DEUX SUPERPUISSANCES



Contre-révolution culturelle en Hongrie / Espagne : l'achèvement du front culturel / Introduction à la littérature palestinienne / Travailleur ! Prends la plume et le pinceau pour la révolution / Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne (1919-1933) / Le PCF et le logement / Essor du cinéma albanais.

Ce numéro 3 vaut 4 F. L'abonnement pour un an est de 16 F, 24 F en pli fermé et 20 F en soutien. En vente bien sûr aux librairies : les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris - La Force du livre - 33, rue René-Lévy - 69001 Lyon - Le Sel de la terre - 4, rue Maréchal Foch - 22000 St-Brieuc - Adresse : Humanité rouge (Front culturel) - BP 61 - 75861 Paris - cedex 18.

la Commune de Paris, premier état de dictature du prolétariat

L'ébauche d'un monde nouveau

Dès les premiers jours de l'élection de la Commune, l'ouvrier hongrois Frankel lui faisait cette adresse solennelle :

« Nous ne devons pas oublier que la révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, je ne vois pas la raison d'être de la Commune ».

Et de l'ouvrage à faire, il n'en manquait pas ! C'est bien sûr pour défendre la patrie trahie, Paris livré aux Prussiens, que les Communards ont pris les armes. Mais c'est aussi pour bâtir un monde nouveau que ce peuple de « blousiers », cette « canaille » comme les appelait avec mépris le beau monde réfugié à Versailles, est parti à l'assaut du ciel. Parce qu'il n'était plus possible de vivre ainsi dans la misère et la désespérance. Déjà un an plus tôt, l'insurrection ouvrière du Creusot avait tracé la mesure de la colère du peuple. Féroce réprimée, elle avait pourtant marqué la voie de cette Commune de Paris que Vallès, dans son « Cri du peuple » saluait avec une telle chaleur, un tel espoir :

« Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée ! Nous sommes payés de vingt ans de

Deux mois et demi d'existence seulement ! C'est bien court. Le temps a manqué à la Commune pour réaliser ses projets de transformation sociale, d'autant plus que son principal effort pendant toute cette période est resté un effort de guerre. Mais que de travail accompli pourtant. N'a-t-il pas été dit que « en soixante-douze jours, la Commune de Paris a fait plus pour les travailleurs que toutes les assemblées bourgeoises qui depuis 1789 l'avaient précédée... » (Lissagaray). Plus en 72 jours qu'en 92 ans ! Voilà un bilan qui ne manque pas d'être impressionnant et éloquent.

LA RÉPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS

La classe ouvrière et le peuple, qui étaient au pouvoir, savaient bien ce qu'ils voulaient. Le peuple de Paris avait crevé de faim, de froid et de misère, tout au long de cet hiver interminable où Paris était assiégé. Tout manquait : l'argent, les vivres, le bois de chauffage. Un exemple de la dureté des temps : une femme de mobilisé touchait 0,75 F par jour. Une livre de viande pour chien coûtait 4 F, un œuf : 2 F, un kilo de beurre 100 F.

Aussi les maigres biens des ménages ouvriers prenaient-ils tour à tour le chemin des Monts de piété. Aussi les propriétaires avides et impitoyables expulsaient-ils tour à tour des familles entières, jetées sur le pavé.

C'est aussi par deux décrets que la Commune répondit, le 2 avril, aux coups de canons tirés sur elle par les Versaillais. Le premier instituait une remise générale des termes des loyers et la réquisition des logements vacants. Il devait faire hurler Versailles qui comptait de nombreux propriétaires, mais fut accueilli avec enthousiasme par le peuple.

Le second organise la restitution des objets déposés au Mont de piété. Il ne s'agit là que d'un début :

Le projet remettait gratuitement leurs biens mis en gage aux victimes de la guerre et aux nécessiteux. Ceux qui refusaient d'invoquer ce dernier titre recevaient leur bien en échange d'une promesse de remboursement dans cinq années. Mais le rapport introduisant ce décret se terminait ainsi : « Il est bien entendu qu'à la liquidation du Mont de piété doit succéder une organisation sociale qui donne aux travailleurs des garanties réelles de secours et d'appui en cas de chômage. L'établissement de la Commune commande de nouvelles

institutions réparatrices qui mettent le travailleur à l'abri de l'exploitation du capital ».

Car là est l'objectif clairement tracé par la Commune et repris dans la déclaration du syndicat des mécaniciens : « L'égalité ne doit pas être un vain mot. Notre but c'est l'émancipation économique par l'association des travailleurs transformant la condition des salariés, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme... »

Dans cette voie, toute une série de décrets se succéderont :

— Interdiction de la pratique des amendes et retenues sur les salaires, que le patron, qui se trouvait lui-même juge et partie, infligeait sous le moindre prétexte.



— Proclamation de l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

— Resserrement de la hiérarchie des salaires. Les fonctionnaires de la Commune — 10 000 au lieu de 60 000 existant auparavant — donnent l'exemple en n'acceptant qu'un salaire équivalent à celui d'un ouvrier.

La Commune décréta aussi que les fonctionnaires coupables de déprédations ou de vol seraient passibles du Conseil de guerre.

défaites et d'angoisses... Embrasse-moi camarade, qu'à comme moi les cheveux gris ! et toi, marmot qui joue aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

« Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de faim et crever de honte, avec l'indicible douleur des déshonorés !

« C'est fini !

« Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage. Fils des désespérés, tu seras un homme libre. »

Cet héritage il n'est pas perdu. Il vit toujours dans les manifestations populaires, les usines occupées, les comités de chômeurs. Partout où la classe ouvrière et les masses populaires souffrent et luttent.

Les Communards sont tous proches de nous. Ils sont les précurseurs de la victoire future de la classe ouvrière contre le système d'exploitation de l'homme par l'homme. L'acharnement mis par la bourgeoisie à salir leur souvenir est vain, comme est vain l'effort des révisionnistes à le faire oublier. Demain la Commune vivra triomphante, dans l'ensemble de notre pays.

— Préoccupée du chômage très grave à la suite du siège, la Commune décide, pour la première fois, l'ouverture de registres centralisant les offres et les demandes d'emplois par arrondissement.

— Un décret relatif aux ateliers abandonnés par leurs propriétaires restitué à la masse dépossédée la propriété de son travail, ainsi « les expropriateurs devenaient à leur tour les expropriés ». Sans doute ce décret laissait-il planer un certain nombre d'illusions et de points d'ombre, mais il témoigne à l'évidence de la radicalisation des revendications ouvrières.

La Commune s'attaque aussi à la réduction de la durée du travail. Elle était à l'époque couramment de 16 heures. Le 3 mai,

vriers en profiteront pour élire eux-mêmes les nouveaux cadres.

Les femmes se battent pour la formation professionnelle : le 12 mai s'ouvre la première école professionnelle d'art industriel pour jeunes filles.

L'ŒUVRE DE LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'ÉCHANGE

L'essentiel de ces mesures fut décrété et impulsé sous la direction de l'une des plus efficaces commissions de la Commune, la Commission du travail et de l'échange placée sous la responsabilité de Léo Frankel. Exclusivement composée de socialistes révolutionnaires, elle s'était donnée pour objet « l'étude de toutes les réformes à introduire soit dans les services publics de la Commune, soit dans les rapports des travailleurs, hommes et femmes, avec leurs patrons. »

Pour cela elle se fit assister par une Commission d'initiatives, composée de travailleurs. Le contact entre la commission et les organisations de base, syndicats, sections de l'Internationale, clubs, était permanent.

Outre la création d'une armée du peuple, d'une administration du peuple, bien d'autres réformes furent avancées ou ébauchées par la Commune : principe de l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire, suppression de la conscription, imposition des riches, etc.

RIEN AU-DESSUS DU PEUPLE

Tout cela la classe ouvrière, le peuple de Paris, l'a mis en place avec la tranquille assurance de sa juste cause. Ainsi que l'écrivait le menuisier Désiré Lapié à sa sœur habitant la province :

« Tout ce que vous lisez dans les journaux autre que ce que je te dis là, eh bien ! ce sont des mensonges infâmes, nous ne sommes ni des gredins, ni des voleurs. Nous sommes le peuple, rien de plus, et il n'y a rien au-dessus de nous. »

Dans « La Guerre civile en France », Karl Marx lui fait écho quand il écrit :

« Quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs "supérieurs naturels", les possédants, et dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement... le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de ville... »